

L'UQAM

Vol. XXVIII N°10, 11 février 2002

UQAM

4

Sophie Bergeron
psychologue,
chercheuse et
clinicienne



5

Les recherches d'Albert
Legault, politologue et
conseiller d'État

8

Un géographe
au Vietnam :
Yann Roche



La sociologie en deuil

Claude Gauvreau

Le sociologue français Pierre Bourdieu, un des grands penseurs de la société contemporaine, est décédé à Paris le 23 janvier dernier. Directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS) et professeur au prestigieux Collège de France, il était âgé de 71 ans. Au lendemain de sa mort, de nombreux articles, parus dans la presse française et d'ailleurs, ont tenté de cerner ses principales contributions. Le rayonnement intellectuel de ce chercheur exceptionnel dépassait les frontières de la France pour atteindre de nombreux autres pays dont le Québec. Nous avons demandé à deux professeurs de l'UQAM, Yves Gingras du Département d'histoire et Jacques Pelletier du Département d'études littéraires, de nous parler de l'homme et de son œuvre.

Yves Gingras a connu Pierre Bourdieu au milieu des années 80 et a maintenu avec lui une relation jusqu'à la toute fin. Au moment où il a appris sa mort, il travaillait avec Bourdieu et un autre chercheur, Éric Brian, à préparer la sortie d'un numéro double sur les sciences, à paraître en mars prochain, de la revue *Actes de la recherche en sciences sociales* fondée par le sociologue en 1975. M. Gingras est d'ailleurs le seul Canadien membre du comité scientifique de cette revue, et ce depuis cinq ans, «Depuis sa disparition, j'ai lu tout ce qui a été écrit sur lui, de lancer Yves Gingras. Et il est assez étonnant de constater que la presse, française en particulier, est passée à côté de ses contributions majeures. Tantôt on le présente comme quelqu'un de sectaire, tantôt comme un philosophe, tantôt comme un militant. Aucune de ces figures, à mon avis, ne correspond à ce qu'était Pierre Bourdieu.»

Oui, dit-il, Pierre Bourdieu a créé une école de sociologie, mais pas une secte. «Personne n'est gêné par l'existence aux États-Unis de la célèbre École de Chicago. La recherche collective serait-elle scandaleuse en France seulement? Bourdieu est un sociologue qui a su réunir autour de lui une équipe de chercheurs menant des enquêtes et des études de terrain. Prenons l'exemple de *La Misère du monde*, un ouvrage collectif paru sous sa direction en 1993, basé sur de vastes enquêtes, et qui a été salué comme un livre majeur. Cet ouvrage a nécessité dix années de travail. C'est donc dire que dès le milieu des années 80, Bourdieu, avec un flair extraordinaire, avait perçu l'émergence des nouvelles formes de misère sociale en France.»

Pierre Bourdieu, souligne M. Gingras, a travaillé à développer une sociologie empirique guidée par un cadre théorique dont les concepts d'habitus et de champ, notamment, sont devenus in-

contournables en sciences sociales. «Sa sociologie, précise-t-il, dérangeait parce qu'elle portait sur l'objectivation des rapports de force et de pouvoir dans de multiples domaines et ce, à partir d'enquêtes minutieuses. Pour Bourdieu, la sociologie était, par définition, une science paria. Ses objets d'étude étaient d'une diversité incomparable : l'Algérie, l'éducation, le sport, la littérature, l'État, l'économie, les médias, etc. N'oublions pas que son ouvrage *Le métier de sociologue*, publié en 1968, a permis de former plusieurs générations de sociologues en France.»

Selon Yves Gingras, personne non plus n'a su reconnaître le Bourdieu internationaliste. «Il a créé aux Éditions de Minuit la collection *Le Sens Commun* qui a fait découvrir aux Français la pensée allemande et anglo-saxonne en sociologie et en anthropologie. Il a également fait publier en français des œuvres d'auteurs aussi importants que Goffman, sociologue, et Panofsky historien de l'art, ainsi que le philosophe allemand Cassirer. Sans parler de la réédition de certains travaux classiques comme ceux de Durkheim et Mauss.»

Pour Yves Gingras, la revue de Bourdieu, *Actes de la recherche en sciences sociales*, a su briser les formes traditionnelles du discours savant. Revue qui peut aussi bien réunir des textes que des photos ou des montages de documents bruts, permettant ainsi de faire comprendre un problème donné sous tous ses angles. «Bourdieu avait horreur de la théorie pour la théorie. Pour lui, elle était inséparable de l'objet. Une autre de ses forces était sa réflexivité. Une réflexivité totale car il utilisait les instruments théoriques de sa propre science pour se comprendre lui-même comme sociologue et pour comprendre la sociologie.»

Voir Deuil en page 2

Prof d'université ? Quelle histoire !

Céline Séguin



Photo : Michel Giroux

Lyse Roy, professeure au Département d'histoire.

Lyse Roy, professeure au Département d'histoire, a horreur du vide. Surtout quand il s'agit du vide... historiographique, dont souffrent les petites universités françaises et leurs enseignants à la Renaissance. «Ces institutions ont été entièrement négligées par les historiens. Pourtant, elles forment l'élite locale, contribuent à la diffusion de la culture écrite et savante, et permettent de mieux comprendre le rôle social de l'université.» Mais surtout, leurs sources documentaires s'avèrent précieuses pour analyser le long processus de professionnalisation de l'activité professorale. C'est l'objectif que poursuit l'historienne dans le cadre d'un projet de recherche qui l'a amenée à séjourner en France afin d'y dépouiller une tonne d'archives.

Bien que l'université ait pris naissance au Moyen Âge, explique-t-elle, les maîtres n'y constituent pas un groupe homogène doté d'une identité professionnelle. À peine plus âgés que les étudiants, sans salaire, ils n'envisagent guère leur occupation comme une activité stable. Ce n'est qu'à partir du 16^e siècle, dit-elle, qu'une carrière professorale se dessine dans les universités. Mais alors que la lumière a été faite sur les universitaires de l'époque médiévale et les Jésuites des temps modernes, les professeurs d'université du 16^e siècle sont restés dans l'ombre. Grâce aux recherches que mène l'historienne, sur la base des archives des universités de Caen et de Dole, un large pan de «leur» histoire nous est désormais révélé.

De la rémunération...

La stabilisation du corps professoral et sa distinction par rapport aux autres groupes sociaux vont constituer, selon Mme Roy, une première étape vers la professionnalisation. Jusqu'à la moitié du 15^e siècle, souligne-t-elle, les universités imposaient aux étudiants deux années d'enseignement après la fin de leurs études. Ce

Voir Prof en page 2



Un intellectuel majeur

Avec Pierre Bourdieu, la sociologie française a perdu son plus important théoricien, celui qui dominait cette discipline depuis au moins vingt ans et par rapport auquel les sociologues concurrents devaient se définir, que cela leur plaise ou non. Au-delà de la sociologie, Bourdieu s'était aussi imposé depuis dix ans comme le plus important intellectuel de l'Hexagone, toutes catégories disciplinaires confondues, reprenant à sa manière la figure de l'intellectuel total que Sartre avait incarné dans l'après-guerre jusqu'aux années 1980, devenant le porte-parole le plus renommé du mouvement international de résistance au néo-libéralisme.

Comme sociologue «empirique», Bourdieu avait pris comme objets d'étude de nombreux domaines de recherche, des traditions culturelles en Kabylie à la domination masculine, en passant par la condition étudiante, la pratique artistique et littéraire, les préférences culturelles, la structuration du milieu universitaire et du champ scientifique, etc. Ses centres d'intérêt étaient multiples et divers mais sa démarche d'analyse était unifiée par une théorie forte reposant sur deux notions centrales: le champ et l'habitus.

Le champ, pour Bourdieu, désigne l'espace social réunissant l'ensemble des agents impliqués à des titres et à des degrés divers dans l'exercice d'une pratique spécifique, que ce soit l'enseignement par exemple ou la pratique artistique. Ces agents sont par ailleurs reliés par des rapports de complémentarité et de concurrence générés par la position qu'ils occupent dans cet espace essentiellement relationnel. Leurs comportements, leurs choix, leurs alliances sont également déterminés par ce que Bourdieu appelle des *habitus*, c'est-à-dire des «dispositions durables et transposables», des «principes générateurs et organisateurs de représentations et de pratiques» qui constituent un «savoir pratique» présidant aux stratégies individuelles adoptées plus ou moins consciemment par les individus.

En formulant cette théorie, Bourdieu cherche à créer une nouvelle méthode d'analyse, un nouveau mode de connaissance qui puisse dépasser, en les intégrant autrement, les apports du structuralisme d'une part, comme processus général d'objectivation fondé sur la mise à distance radicale du chercheur par rapport à son objet, et la recherche subjectiviste, intuitive, d'autre

part, fondée sur l'implication maximale du chercheur conduisant, à la limite, à évacuer l'objet même de l'étude. Il s'agit pour Bourdieu de concilier dans une synthèse nouvelle ces deux approches, la connaissance objectivante provenant de l'extérieur et la connaissance «subjective» générée par la saisie concrète de l'objet.

Cette théorie, adoptée avec enthousiasme par certains, refusée avec véhémence par d'autres, a suscité de nombreux débats et controverses qu'il serait trop long d'évoquer ici. Il reste qu'elle a permis à Bourdieu de s'imposer comme une référence centrale en sociologie, à laquelle chacun doit peu ou prou se reporter, que ce soit sur le mode de l'adhésion ou du rejet.

Au milieu des années 90, Bourdieu, quittant sa réserve, sinon sa neutralité, de scientifique, s'est impliqué sur la scène publique, appuyant certaines luttes sociales en France et s'engageant, sur le plan international, dans la résistance au néo-libéralisme, en devenant avec Chomsky, une figure emblématique sur le plan intellectuel. À ce titre, il est également apparu comme un signe de contradiction, réjouissant certains en agaçant d'autres, y compris quelques-

uns qui s'étaient avérés des «disciples» sur le plan théorique mais que son implication militante déconcertait.

Au Québec, son «influence» est incontestable dans les recherches sociologiques d'un Marcel Fournier sur la culture de la modernité, dans les travaux historiques d'un Yves Gingras en épistémologie des sciences et dans les grandes entreprises d'histoire littéraire animées par Jacques Michon de l'Université de Sherbrooke sur l'édition et Denis Saint-Jacques de l'Université Laval sur la «vie littéraire». Ce ne sont là que quelques exemples explicites d'une «influence» beaucoup plus large et diffuse.

Cette œuvre est maintenant terminée pour l'essentiel. Nous pourrions donc en prendre la pleine mesure, dégagés peut-être des enjeux polémiques auxquels sa formulation — parfois agressive — avait donné lieu, engendrant malentendus et méprises dont nous pourrions sans doute désormais faire l'économie, ce qui ne la rendra pas moins stimulante et pertinente pour autant.

Jacques Pelletier
Département d'études littéraires

...Deuil (suite de la page 1)

Quant à la figure de Bourdieu militant sur laquelle les médias ont tant insisté, Yves Gingras reconnaît l'existence d'un tournant à partir de 1995. Ainsi, dans les années qui suivent, on verra Bourdieu donner publiquement son appui aux immigrants sans-papiers, aux chômeurs et aux mal logés. N'avait-il pas lui-même défendu la nécessité de l'intellectuel critique. «*Il n'y a pas de démocratie effective sans un vrai contre-pouvoir critique. L'intellectuel en est un et de première grandeur*», avait-il déjà déclaré. Mais, pour Yves Gingras, l'action et l'apport de Bourdieu se situent d'abord dans le champ scientifique.

Pierre Bourdieu, conclut-il, était un personnage complexe mais n'avait rien d'un mandarin. Puis, après quelques secondes de silence, il ajoute, ému : «s'il faut un seul mot pour le résumer ... c'est celui de générosité.»

Pierre Bourdieu (1930-2002)

1958 : *Sociologie de l'Algérie*

1964 : *Les Héritiers*
(avec J.-C. Passeron)

1968 : *Le Métier de sociologue*

1970 : *La Reproduction*
(avec J.-C. Passeron)

1972 : *Théorie de la pratique*

1979 : *La Distinction*

1982 : *Ce que parler veut dire*

1989 : *La Noblesse d'État*

1993 : *La Misère du monde*

1997 : *Méditations pascaliennes*

2000 : *Les structures sociales de l'économie*

...Prof (suite de la page 1)

système de régence avait pour effet d'entraîner peu de différence en terme d'écart d'âge, entre les professeurs et leurs étudiants. De plus, l'absence de salaire n'incitait pas les maîtres à demeurer en poste. «Le principe selon lequel *la science est un don de Dieu qui ne peut être vendu* n'était contourné que par des droits d'examen et collectes faites auprès des étudiants.»

universités vont recevoir des octrois de l'État ou des villes afin d'assurer un salaire décent à leurs enseignants. «De leur côté, les autorités veulent imposer l'enseignement comme pratique exclusive. Ainsi, à Dole, en 1571, un règlement stipulera que les professeurs doivent enseigner tous les jours sous peine d'être privés de traitement.» Peu à peu, l'activité professorale tend

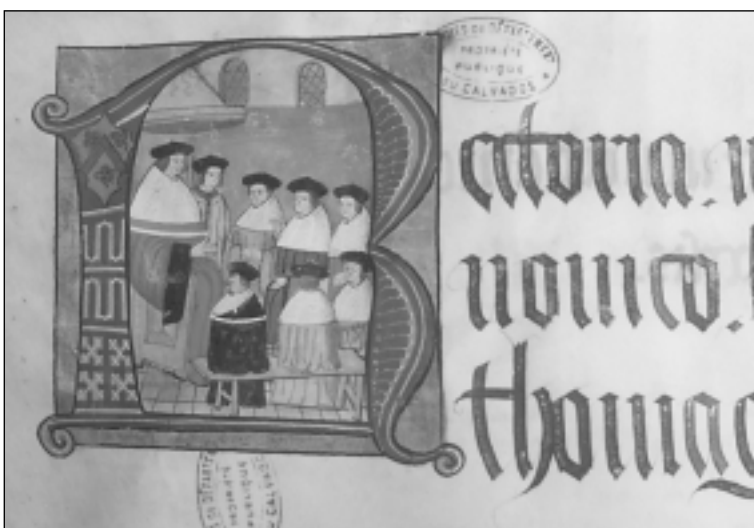
seigneront durant 15 ans ou plus, certains, pendant plus de 30 ans.» Voilà qui marquera de façon manifeste leur différence avec les étudiants! «Par ailleurs, la dignité doctorale s'affiche aussi par des attributs vestimentaires, des insignes extérieurs : chaire, barrette, ceinture ou anneau.» En guise d'incitatifs, des privilèges sont accordés aux professeurs (exemptions de taxes, préséance à la messe...) tandis que des avantages spécifiques sont octroyés à ceux qui demeurent longtemps en fonction. «Au sein d'une faculté, les professeurs les plus âgés auront préséance sur les plus jeunes. Cette hiérarchie déterminera aussi l'ordre de parole ou de vote dans les assemblées.»

Ces signes de reconnaissance et de valorisation de l'activité professorale s'accompagneront toutefois d'un contrôle accru des pouvoirs publics. «La rivalité des confessions religieuses, de même que la modernisation de l'État, poussent à surveiller de façon plus stricte l'enseignement dans les universités.» À travers, par exemple, le contrôle de l'accès à la profession, l'énonciation des critères de compétences et la définition des tâches pédagogiques. C'est ainsi qu'à la fin du 16^e siècle, les professeurs seront définitivement engagés dans un processus de professionnalisation, entendu au sens d'une occupation stable, rémunérée et réglementée, à laquelle sont rattachées des compétences, un prestige et une autorité. «La carrière professorale n'est pas une évidence, dira Mme Roy, elle est le produit d'un processus socialement construit et historiquement datable.»

Des projets plein la tête

Durant l'été, Mme Roy finalisera le dépouillement des archives, pour ensuite écrire des articles et un ouvrage. Elle a également pour projet d'éditer un manuscrit fort intéressant qu'elle a découvert dans le cadre de ses recherches. Il s'agit du traité du juriste Pierre de Lesnauderie, imprimé en 1516, et intitulé *Opusculum de doctoribus et privilegiorum eorum*. «En France, c'est le seul texte, à ma connaissance, qui porte un discours aussi explicite sur la *dignitas* des professeurs et des docteurs, qui synthétise leurs aspirations et leurs demandes, et qui va jusqu'à poser le problème de leurs rapports aux femmes.»

Par ailleurs, bien des questions demeurent encore sans réponse. Quelles représentations les professeurs ont-ils d'eux-mêmes? Qu'est-ce qui fait la renommée? Pourquoi des individus optent-ils pour l'enseignement alors qu'ils auraient pu faire fortune à titre de médecin du roi ou de juriste? Voilà certains aspects qu'elle compte investiguer, en plus de pousser l'analyse sur une plus longue période historique, le processus de professionnalisation s'étalant jusqu'au 18^e siècle. La tenue d'un colloque intitulé *L'histoire des universités : du Moyen Âge à nos jours* figure aussi à son programme. Prévu au printemps 2003, et organisé en collaboration avec le CIRST, l'événement offrira l'occasion d'élargir les perspectives et les discussions. Enfin, avec une chercheuse de Concordia, elle vient d'obtenir une subvention de 1,6 M \$ du CRSR pour mener à bien un projet portant sur les entrées royales au 16^e siècle.



Assemblée générale, Université de Caen
15^e siècle, Registre des rectories,
A. D. C. D89

Pour le reste, précise Mme Roy, les revenus provenaient soit d'un bénéfice ecclésiastique (clergé), soit d'une pratique à titre de juriste ou de médecin (laïcs).

Or, en examinant les archives municipales et universitaires de Caen et Dole, la chercheuse a constaté que les revendications salariales des professeurs, au cours du 16^e siècle, se font nombreuses. Durant cette période, les

à devenir une occupation à part entière.

... aux avantages sociaux

Avec la levée du système de régence et l'attribution d'un salaire, un noyau permanent de professeurs voit le jour. La riche documentation de l'Université de Caen a d'ailleurs permis à l'historienne de mesurer la durée des carrières. «De 1500 à 1598, à Caen, plus de 60 % des professeurs en-

L'UQAM

Le journal *L'UQAM* est publié par le Service de l'information et des relations publiques (SIRP), directrice Josette Guimont.
Université du Québec à Montréal,
Case postale 8888, succ. Centre-ville,
Montréal, Qué., H3C 3P8

Directrice du journal (2001-2002) :
Angèle Dufresne
Rédaction : Anne-Marie Brunet,
Claude Gauvreau, Céline Séguin
Photos : Andrew Dobrowolskyj,
Michel Giroux
Graphisme : André Gerbeau (SIRP)
Publicité : Rémi Plourde (987-4043)
Impression : Payette & Simms
(Saint-Lambert)

Adresse du journal :
pavillon Judith-Jasmin J-M 330
Téléphone : 987-6177
Télécopieur : 987-0306
Adresse courriel : journal.uqam@uqam.ca
Version Web (*L'UQAM branché*) :
<http://www.medias.uqam.ca/>

Politique éditoriale et tarifs publicitaires
sur le site Web du journal *L'UQAM* à
<http://www.medias.uqam.ca/>

Dépôt légal
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada
ISSN 0831-7216

Les textes de *L'UQAM* peuvent être
reproduits, sans autorisation, avec
mention obligatoire de la source.

Argentine : la fin du tango...

Claude Gauvreau

Depuis plusieurs semaines, les Argentins sont dans la rue et ils ne dansent pas de joie. Dans ce pays de 36 millions d'habitants, censé être parmi les plus riches et les plus modernes d'Amérique latine, la pauvreté touche plus du tiers des habitants, le chômage atteint 20 % et la dette nationale s'élève à 160 milliards \$. Pas de quoi fêter, vraiment!

Pour Victor Armony, Argentin d'origine et professeur au Département de sociologie, la cause première de la crise actuelle est politique. «Évidemment, l'Argentine fait face à de lourdes contraintes économiques et subit les effets de la privatisation brutale des années 90, mais il faut d'abord pointer du doigt la corruption qui traverse l'ensemble de la classe politique où tout le monde se trouve compromis.» Comme le rapportait le magazine français *L'Express*, selon un sondage récent de Gallup Argentina pour le quotidien *La Nación*, «89 % des Argentins estiment que les raisons de la crise ne se trouvent ni dans le modèle social, le néolibéralisme, ni dans la politique de change, mais dans le gaspillage des deniers de l'État et l'incompétence de la classe politique.»

Le phénomène de la corruption atteint également le monde des affaires, ajoute M. Armony. «Ce sont les grandes compagnies et les entrepreneurs qui ont prêché le libre-échange tout en profitant des largesses de l'État grâce à toutes sortes d'échappatoires fiscales, légales ou non.» Par ailleurs, sans vouloir atténuer la responsabilité écrasante des élites politiques et économiques, Victor Armony rappelle aussi qu'une proportion importante de la population commet des fraudes fiscales et transige au marché noir. «Cela fait presque partie de la culture. Pour le citoyen argentin qui se méfie de l'autorité, la loi, c'est pour les autres.»

Une culture de la confrontation

Parmi les divers facteurs qui ont favorisé l'éclatement de la crise, on doit également mentionner l'existence d'une culture politique fondée sur

la confrontation plutôt que la négociation, d'expliquer le professeur Armony. «Dans l'histoire de l'Argentine, l'exercice du pouvoir est rarement le fruit de compromis. Il y a un modèle de comportement politique qui favorise les régimes d'exclusion tout en décourageant la formation de coalitions ou d'alliances politiques. Ceux qui gagnent décident de tout!»

Une telle culture a notamment contribué au développement du péronisme, un courant populiste aux penchants autoritaires qui continue de dominer la vie politique en Argentine depuis le règne de Peron dans les années 50 jusqu'au président actuel, Duhalde, en passant par Carlos Menem. «Il existe en Argentine un code populiste qui fait constamment appel à la mémoire collective et à l'identité nationale, de dire M. Armony. Les populistes, et les péronistes en particulier, aiment évoquer l'âge d'or des années 40 et 50, ainsi que la fierté d'être argentin peu importe que l'on soit riche ou pauvre, de droite ou de gauche.»

Vote pour Mafalda !

Même s'il y a toujours un politicien prêt à se présenter comme le leader de la lutte anti-corruption, les Argentins n'ont plus d'illusions et se fichent d'une classe politique qui, à leurs yeux, a perdu toute légitimité. «En octobre dernier, rappelle M. Armony, lors des élections législatives, on a assisté à ce que certains ont appelé le «vote de la rage». De nombreux Argentins avaient alors collé sur leur bulletin de vote une photo de Mafalda en écrivant *je vote pour Mafalda!* Ce n'était pas un geste de



Photo : Andrew Dobrowskyj

Né en Argentine, M. Victor Armony enseigne au Département de sociologie.

contestation du système démocratique électoral mais un rejet de la classe politique. Aujourd'hui, les citoyens de toutes origines, hommes et femmes, continuent d'occuper la rue et pratiquent ainsi une sorte de vigile permanente. Ils ne laissent aucun répit aux politiciens et leur font comprendre qu'ils sont sous surveillance. Et pour la première fois, les politiciens ont peur.»

Ces gestes de désobéissance civile et de résistance pacifique constituent, selon M. Armony, l'expression d'une nouvelle forme d'action collective que l'on voit se répandre ailleurs en Amérique latine. «C'est le signe que le peuple argentin a atteint une forme de maturité politique. Même si les médias ont mis beaucoup l'accent sur l'instabilité gouvernementale – cinq présidents qui se succèdent en quelques semaines –

l'Argentine n'est quand même pas une république de bananes. Les règles constitutionnelles ont été respectées. Il y a 20 ans, on aurait peut-être assisté à un coup de force militaire, scénario peu probable aujourd'hui, du moins à court terme. Les conquêtes démocratiques et l'État de droit, malgré leur relative fragilité, demeurent des acquis. Bref, le contraste est immense avec l'époque, pas si lointaine, où régnait la dictature militaire.»

Erratum

Une malencontreuse erreur s'est glissée dans le compte rendu de l'ouvrage de Michel Biron, *L'absence du maître*, publié dans l'édition du 28 janvier 2002 du Journal *L'UQAM* (rubrique «Titres d'ici»). À la question, «Mais pourquoi avoir choisi ces trois écrivains?», (Saint-Denys Garneau, Jacques Ferron et Réjean Ducharme), il aurait fallu lire : «Parce qu'il s'agit de trois écrivains qui font souche dans l'histoire littéraire du Québec.»

PUBLICITÉ

Place aux jeunes... chercheurs !

Pour délivrer le sexe du mal

Céline Séguin

Avec le recrutement de Sophie Bergeron, docteure en psychologie, l'UQAM a réussi un beau doublé. *Primo*, le Département de sexologie compte désormais une recrue dotée d'une solide expérience de recherche et de pratique clinique, notamment auprès des femmes souffrant de douleur gynécologique. *Deuzio*, la jeune spécialiste a supervisé, depuis l'été 2000, pas moins de quatre candidats à la maîtrise en sexologie et un docteur en psychologie, sur des sujets aussi variés que la dyspareunie, le fétichisme, le masochisme et l'abus sexuel.

Outre son enseignement en sexologie et ses recherches sur la santé des femmes, Mme Bergeron assure, une journée par semaine, une pratique clinique dans un hôpital de Montréal. Ce qui la fait courir ainsi? «Ma pratique clinique nourrit mon travail de professeure-chercheuse et vice versa. Je n'envisage pas ma vie autrement. C'est mon rêve qui se réalise!» Entrevue avec une chercheuse d'avenir dont les travaux sur l'étude et le traitement de la vestibulite, selon une approche biopsychosociale, s'avèrent fort novateurs.

Une maladie mystérieuse

À l'époque où elle poursuit ses études doctorales à l'Université McGill, Sophie Bergeron rencontre un groupe de jeunes femmes souffrant de vestibulite vulvaire, une maladie étrange aux causes mal connues. C'est seulement dans les années 90, explique-t-elle, que l'on découvre que la vestibulite constitue, chez la femme, une cause fréquente de dyspareunie, soit une douleur vive ressentie lors des rapports sexuels. La maladie se caractérise par une inflammation chronique du vestibule, situé à l'entrée du vagin. Les femmes qui en sont atteintes éprouvent une forte sensation de brûlure, de déchirement ou d'irritation à la moindre pression exercée à cet endroit. «La douleur est telle qu'elles évitent les examens gynécologiques, les tampons hygiéniques, les vêtements ajustés et le vélo. On imagine sans peine les conséquences sur leur vie sexuelle : peur des attouchements et de la pénétration, rapports sexuels douloureux, baisse du désir, etc.»

Avant, les femmes qui consultaient pour ce genre de douleur se faisaient souvent dire que le problème était «dans leur tête» voire qu'elles étaient «frigides». Désormais, explique Mme Bergeron, des traitements sont offerts. Ils vont de la vestibulectomie (une chirurgie mineure) à des approches de psychothérapie cognitive et comportementale et des méthodes de biofeedback. Jusqu'à tout ré-



Photo : Michel Giroux

Mme Sophie Bergeron, professeure au Département de sexologie.

comment, leur efficacité respective restait difficile à évaluer faute d'étude rigoureuse. C'était avant que Mme Bergeron se penche sur la question. En collaboration avec des psychologues et des gynécologues, elle a mené une étude comparative (avec répartition aléatoire) auprès de 87 femmes en traitement. «Au suivi de six mois, la chirurgie offrait les meilleurs résultats. Toutefois, j'analyse actuellement les données de la troisième relance et je constate qu'avec le temps les traitements tendent à s'équivaloir! Donc, en étant patientes, les femmes peuvent éviter la chirurgie. C'est aussi un espoir pour celles dont l'opération n'a pas eu l'effet escompté».

Pour une approche globale

Comment Sophie Bergeron en est-elle venue à travailler sur ces questions? «Au départ, je m'intéressais à la psychologie de la santé qui postule, chez l'individu, une constante interaction entre les aspects psychologiques et physiques. Dans le cas de la sexualité, c'est évident». Le problème, dit-elle, c'est que les traitements n'intègrent pas toujours ces deux composantes. Ainsi, en ce qui concerne la vestibulite, les interventions médicales tentent d'enrayer la douleur mais se préoccupent peu des facteurs qui peuvent contribuer à son maintien, tels que l'anxiété, l'estime de soi, le rôle du partenaire, etc. Le médecin prescrit des crèmes analgésiques et, en

l'absence de résultats, réfère en chirurgie. Du côté de la sexothérapie, on intervient sur les facteurs cognitifs, affectifs et comportementaux, mais on néglige parfois l'aspect physiologique du problème.

Selon Mme Bergeron, il est urgent de rompre avec cette vision unidimensionnelle de la douleur et de la sexualité. Pour sa part, elle préconise une approche globale qui tient compte à la fois des pôles physique et psychosexuel. «Je ne suis pas la première à suggérer cela. C'est une tendance observable, par exemple, dans l'étude et le traitement des troubles érectiles. Mais cette approche n'avait jamais été appliquée à la dyspareunie.» La chercheuse entend d'ailleurs poursuivre ses investigations. Ainsi, elle étudie présentement les effets de l'hypnose sur la douleur dans le cadre d'une démarche de thérapie sexuelle. Avec des collègues du Département de sexologie, soit Josée Lafond et Frédérique Courtois, elle participe aussi à un projet visant à analyser l'impact d'un anti-dépresseur (Elavil) sur la douleur et la fonction sexuelle des femmes souffrant de vulvodynie. Enfin, tant dans les milieux de la recherche et de l'intervention, que sur la scène publique, elle poursuit un travail d'information et de sensibilisation sur les dernières découvertes concernant la dyspareunie et ses traitements.

La médiatisation de la sexualité

Depuis quelque temps, la sexualité occupe une place de plus en plus grande dans les médias écrits et électroniques. En tant qu'experte, Mme Bergeron est très sollicitée. Au cours de la dernière année, elle a accordé des entrevues à l'émission *Découvertes* (SRC), *Sexe et confidences* (Quatre Saisons), *Éros et compagnie* (Canal Vie) et *Maux d'amour* (Télé-Québec). Que pense-t-elle du phénomène? «D'un côté, le public en sort mieux informé. Ainsi, quand j'ai été invitée à parler de la vestibulite, j'ai reçu une centaine d'appels de femmes qui voulaient en savoir davantage. Après, elles sont plus outillées pour affronter le médecin qui ne les prend pas au sérieux.»

Mais, selon Sophie Bergeron, les sujets sont traités de manière superficielle, les médias exigeant des réponses simples et rapides. Il s'agit souvent d'une vision réductrice de la sexualité, qui n'intègre pas, par exemple, la question de l'intimité ou des rapports amoureux. À l'ère de la pharmacologie de la sexualité (médicaments axés sur la performance), les gens attendent des recettes miracles, poursuit-elle. Or, dans ce domaine comme dans les autres, il n'y a pas de formule magique : «Pour avoir une vie sexuelle épanouie, il faut y consacrer du temps, des énergies et des efforts», de conclure la jeune psychologue.

Forum en rappel

Du 11 au 15 février, c'est le temps du Forum d'études supérieures et de la recherche. Vous désirez en savoir davantage sur les programmes d'études supérieures? Obtenir des informations sur les bourses offertes à la maîtrise ou au doctorat? Recevoir des conseils pour auto-archiver vos publications ou concevoir votre portfolio? C'est facile! Il vous suffit de

vous présenter à l'un ou l'autre des nombreux ateliers et conférences figurant au menu du Forum. Si les discussions et les échanges vous intéressent, notez que la relève, en recherche, se fera voir et entendre dans le cadre de différents colloques, allant des sciences politiques aux études en arts! Pour consulter le programme officiel de l'événement : www.uqam.ca/forum

Mieux comprendre les relations internationales à l'heure de la mondialisation

Claude Gauvreau

Reconnu internationalement comme l'un des grands chercheurs dans le domaine des études stratégiques, Albert Legault a enseigné plus de 30 ans à l'Université Laval avant de venir s'établir à l'UQAM, il y a quelques semaines, afin de diriger la nouvelle Chaire de recherche du Canada en relations internationales. «Évidemment je quitte Laval avec une certaine nostalgie. Toutefois, de nouveaux défis m'attendent à Montréal qui est non seulement ma ville natale mais aussi un point de transit important entre Washington et l'Europe.» À la Faculté de science politique et de droit de l'UQAM, où il compte de nombreux amis, Albert Legault a l'intention de travailler étroitement avec les différentes unités de recherche. «Par le passé, mes projets de recherche ont toujours eu un caractère rassembleur et intégrateur et je vais poursuivre dans cette voie.»

Ce spécialiste des questions du maintien de la paix est membre de la Société Royale du Canada depuis 1977 et de l'Ordre du Canada depuis 2000. Au début des années 70, il publie notamment *Le Feu nucléaire* qui devient rapidement un classique sur la dissuasion nucléaire. Quelques années plus tard, il fait paraître un imposant dossier sur le désarmement qui est accueilli comme un outil indispensable pour comprendre la Guerre froide. Albert Legault a également agi à titre de conseiller particulier pour le ministère de la Défense nationale, ainsi qu'après de la délégation canadienne lors de sessions extraordinaires de l'ONU sur le désarmement. En 1997, à la demande du premier ministre Chrétien, il produit le rapport intitulé *Les Forces armées canadiennes : pour entrer dans le XXI^e siècle*. La problématique de la dérive continentale entre le Canada et les États-Unis, les liens transatlantiques, les rapports entre les grandes puissances, le règlement et la prévention des conflits, ainsi que l'«après-11 septembre», comptent parmi les nombreux projets d'étude de ce chercheur à la curiosité insatiable.

Le Canada : quel rôle, quels intérêts?

Albert Legault s'intéresse tout particulièrement à la politique étrangère du Canada et aux problèmes de défense. Selon lui, le Canada doit redéfinir les principes de base de sa coopération économique et politique avec son voisin et ce dans un contexte où la fin de la Guerre froide a provoqué une remise en question des institutions civiles et militaires. «On sait que l'intégration technologique des systèmes militaires canado-américains est déjà très poussée. Mais la décision canadienne d'envoyer des soldats

combattre aux côtés des Américains en Afghanistan soulève la question de jusqu'où doit aller l'interopérabilité militaire entre les forces des deux pays.» Quel est le noyau dur de la souveraineté canadienne? s'interroge M. Legault. Quels sont les domaines où le Canada ne doit pas faire de concessions? Que signifie être Canadien à l'heure de la mondialisation? Voilà des sujets d'étude qui, à ses yeux, vont devenir de plus en plus importants pour quiconque s'intéresse à la politique étrangère du Canada. «Dans l'ensemble, il importera d'examiner les effets de la mondialisation sur les relations bilatérales canado-américaines. La mondialisation est-elle un obstacle ou un catalyseur dans les tentatives du Canada de se démarquer des États-Unis?»

Par ailleurs, sur le plan international, le rôle du Canada comme puissance moyenne s'est considérablement effacé, soutient M. Legault. «La première difficulté, c'est que le Canada est parfois perçu à l'étranger comme un pays ayant plus d'influence qu'il n'en a en réalité. C'est le cas en Asie et en Afrique où ses politiques d'aide ont eu un certain impact. Deuxièmement, il a peu de crédibilité auprès des puissances industrielles européennes et du Japon qui le considèrent comme un allié trop proche des États-Unis. Il y a là un clivage difficile à combler.» Selon des études réalisées par le Conseil privé canadien, ajoute-t-il, il n'est pas certain que le Canada fasse encore partie, en 2025, des 20 premiers pays industrialisés. «Mais si le Canada obtient encore une reconnaissance à l'étranger, explique M. Legault, c'est dû en grande partie à ses politiques distinctes de celles des Américains en matière de santé, de droits de la personne, de sécurité humaine et environnementale, ou de justice.»

De nouveaux problèmes de sécurité

L'impact de la mondialisation sur la sécurité et l'avenir du maintien de la paix constitue un autre de ses axes de recherche. «Ma thèse fondamentale, explique-t-il, est que certaines institutions se sont beaucoup mieux adaptées que d'autres au changement. Dans le domaine de la sécurité, l'OTAN, en passant d'une alliance purement militaire à un organisme de prévention et de gestion des conflits, s'est adaptée beaucoup plus rapidement que les institutions économiques internationales comme le FMI ou la Banque mondiale. Celles-ci, qui pendant longtemps ont été les exportatrices de l'idéologie néolibérale, se retrouvent aujourd'hui sous le feu des critiques de la société civile.»

Par ailleurs, M. Legault considère que la sécurité, malgré la mondialisation, devient de plus en plus «sélective». Selon lui, le fait que les États-Unis n'aient tendance à inter-



Photo : Andrew Dobrowski

M. Albert Legault, titulaire de la Chaire de recherche du Canada en relations internationales.

venir que lorsqu'ils sentent leurs intérêts menacés, et le fait que l'ONU ait perdu le monopole des opérations du maintien de la paix, ont favorisé l'émergence de puissances régionales et de nouveaux États leaders. «C'est le cas en Europe avec la Grande-Bretagne et aussi en Afrique avec le Nigéria et l'Afrique du Sud. Cela entraîne une forme de démondialisation des problèmes de sécurité. Le seul qui ait réussi à uniformiser les problèmes de sécurité et à souder en-

semble les puissances industrielles, c'est Oussama Ben Laden.» Faudrait-il alors parler de mondialisation de la terreur? À ce sujet, Albert Legault demeure prudent. «Tout le monde parle de l'avant et de l'après 11 septembre. Je pense que l'on exagère la portée à long terme de ces événements et je doute que l'on puisse répéter ce genre d'opération, du moins dans un avenir rapproché. Évidemment, on ne peut jamais être assuré contre tous les risques. Il faut de plus

éviter de sacrifier les libertés civiles au nom de la lutte contre le terrorisme.»

Tout en reconnaissant la nécessité de s'attaquer aux inégalités les plus criantes dans le monde, M. Legault estime que le combat contre le terrorisme est d'abord une affaire de services de renseignements où le facteur humain demeure déterminant. «Mais, il faudra obtenir la collaboration des autres pays. Et il s'agit là d'un tournant majeur», conclut-il.

Nouveau laboratoire en communications

Le 21 février prochain, le Département des communications de l'UQAM et le Groupe de recherche sur les médias (GRM) inaugureront l'ouverture du Laboratoire de communications médiatisées par ordinateur (LabCMO). Mis en place grâce notamment à une subvention du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH), ce laboratoire a pour principale mission la mise à l'épreuve des postulats éthiques et politiques du mouvement du logiciel libre. Un logiciel libre se caractérise non par sa gratuité, mais par l'accès au code source accordé à l'utilisateur permettant à ce dernier d'étudier le fonctionnement du logiciel, de l'adapter à ses besoins en le modifiant, et de le redistribuer dans sa forme originale ou modifiée.

Les universités jouent un rôle de premier plan dans le développement du logiciel libre en offrant la possibilité à de nombreux informaticiens de contribuer à la constitution de ce bien commun dans le cadre de leur travail de chercheur ou d'étudiant. Il est donc fort étonnant qu'elles soient, dans une large mesure, dépendantes des fournisseurs de logiciels propriétaires. La création du LabCMO devrait contribuer à renverser cette situation. Il offrira à ses usagers un environnement Linux réalisé en grande partie avec du matériel provenant du surplus de l'UQAM. L'infrastructure comporte 16 postes de travail reliés à un serveur qui les alimente avec toutes les ressources nécessaires au travail quotidien (Internet, bureautique) et au

développement d'applications spécialisées (gestion, analyse et présentation de l'information, travail collaboratif). Une série d'activités organisées par le LabCMO permettront entre autres de se familiariser avec l'informatique libre grâce à des formations, des démonstrations et une permanence de soutien.

L'inauguration du LabCMO aura lieu, en la présence de Mme Marquita Riel, doyenne de la Faculté des lettres, langues et communications, le jeudi 21 février de 17h à 19h, au laboratoire, situé au local J-4430 du pavillon Judith-Jasmin.

Concert pour l'Afghanistan

Angèle Dufresne

Gagnant du prix Nobel de la paix en 1999, l'organisme Médecins sans frontières (MSF) se passe pratiquement de présentation, et pourtant... Qui sait que 45 % des volontaires qui partent sur le terrain ne sont pas issus du milieu de la santé (chirurgiens, anesthésistes, pédiatres, gynécologues, infirmières, psychoéducateurs, sages-femmes, nutritionnistes, etc.), mais sont plutôt des gestionnaires de projets, logisticiens, administrateurs, techniciens en réfrigération (pour maintenir la chaîne du froid des vaccins), des gens capables de faire de la maintenance de véhicules, de stocks, de la gestion de personnel, etc. Il faut des habiletés multiples pour faire fonctionner une petite clinique, un hôpital de brousse ou soutenir le système de santé de pays aux populations «traumatisées» par les catastrophes naturelles ou humaines et les guerres.

Un bénévolat actif

Plus proche de nous, de nombreux bénévoles, adultes ou étudiants,

offrent leur temps et talent à Médecins sans frontières sans jamais quitter Montréal, des collaborateurs précieux dont l'organisme ne pourrait absolument pas se passer. En montant des projets – petits ou grands – qui aideront à faire connaître MSF, en favorisant le recrutement et le financement de l'organisme, ces bénévoles participent entièrement à la mission de MSF.

Comme l'explique Hélène Genest, la coordonnatrice du bureau québécois, les parcours les plus divers peuvent mener à Médecins sans frontières. Elle-même est ingénieure, un de ses collègues du bureau de Montréal a un bac en histoire et une maîtrise en science politique, l'autre, un bac en psychologie et une maîtrise en éducation physique. Une jeune stagiaire venue offrir ses services l'été dernier au bureau de la rue Sherbrooke, Mélanie Pouliot, est inscrite à la maîtrise en science politique à l'UQAM. Un groupe de McGill organisait le 1^{er} décembre dernier, pour la Journée mondiale du SIDA, une projection vidéo et une conférence d'un médecin revenu de mission sur le programme d'accessibilité aux médicaments pour tous que dé-

pend MSF. D'autres étudiants font de la recherche sur les pays où travaille MSF pour nourrir le volet «témoignage» de leur mission, d'autres font de la traduction pour le bulletin.

À l'automne, MSF installait dans le Vieux-Port de Montréal un camp de réfugiés pour montrer comment s'organise la vie quand on doit partager une tente de toile avec 10 ou 12 autres individus et familles, hiver comme été, et où se retrouvent la majorité des 39 millions de personnes réfugiées ou déplacées (à l'intérieur de leur propre pays) que l'on compte actuellement à travers le monde. Cette exposition itinérante de MSF, présentée dans une douzaine de pays déjà depuis cinq ans, suscite toujours les mêmes questions incroyables d'un public vivement impressionné par la précarité des installations. Sans volontaires-terrain et guides bénévoles montréalais, cette activité n'aurait jamais pu être présentée.

À la salle Pierre-Mercure

Hélène Genest peut citer des dizaines d'autres exemples d'initiatives mises sur pied par des béné-

voles mais s'attarde sur celle-ci : un concert bénéfique qui aura lieu à la salle Pierre-Mercure du Centre Pierre-Péladeau, le 18 février prochain à 19 h, pour venir en aide aux équipes de MSF en Afghanistan. Il s'agit d'un concert organisé par une bénévole, Mme Charlotte Crié, qui présentera de la musique afghane interprétée par Vaheed Kaacemy et ses musiciens. Le prix du billet est de 30 \$.

Médecins sans frontières est présent en Afghanistan depuis 20 ans déjà dans une vingtaine de cliniques, sans compter celles qu'il maintient dans les pays voisins, Iran, Pakistan et Tadjikistan. Au moment du retrait des troupes soviétiques en 1989, six millions d'Afghans étaient réfugiés dans les pays voisins. Aujourd'hui, 4 millions ont réussi à fuir les bombes meurtrières et une sécheresse qui dure depuis trois ans, mais des millions d'autres vivent le long de frontières qui leur sont fermées.

MSF n'a cessé d'alerter l'opinion publique sur l'aggravation de la situation humanitaire, que les raids aériens et les combats au sol n'ont fait

qu'empirer. Ils ont également dénoncé la «confusion des genres» de la campagne américaine surnommée *du pain et des bombes* et ont attiré l'attention sur le péril supplémentaire que représente la fermeture des frontières pour des populations affaiblies ou blessées ne pouvant plus revendiquer dans un pays voisin le droit à la protection et à la sécurité. Acteurs et témoins, les «humanitaires», rappelle Jean-Christophe Rufin, ancien volontaire de MSF, «ne peuvent longtemps se cacher derrière le geste technique. Les circonstances de leur intervention ne leur permettent pas d'ignorer les questions politiques et philosophiques que révèlent ces drames humains.»

Pour tous ceux qui veulent s'impliquer comme bénévole et soutenir l'action de Médecins sans frontières en Afghanistan ou dans un autre des quelque 80 pays où MSF travaille, contacter Hélène Genest (514) 845-5621.

Sur Internet :

www.msf.org



Photo : MSF

Femmes afghanes et leurs enfants attendant dans une clinique improvisée.

1971 – MSF est fondé par des médecins français (réponse humanitaire au drame du Biafra : «nouvelle forme de conflit qui engendrera une nouvelle forme d'action»)

1991 – MSF-Canada voit le jour à Toronto

1992 – Ouverture du bureau de Montréal de MSF

2002 – MSF est le plus important organisme privé de secours médical d'urgence au monde et possède cinq centres opérationnels en Europe (France, Belgique, Espagne, Hollande, Suisse) et 13 sections nationales partenaires, dont une au Canada (avec des bureaux à Montréal, Ottawa, Halifax et Vancouver).

Budget de MSF (2000) – 447 millions \$, dont 353 millions \$ proviennent de fonds privés, 38 millions \$ de fonds institutionnels (gouvernements, organismes multilatéraux) et 56 millions \$ d'autres fonds.

Dépenses (par continent) – 60 % Afrique; 25 % Asie; 10 % Amériques; 4 % Europe; 1 % autres.

Vidéo ONF – *Une goutte dans l'océan*, réalisé par Lise Éthier, 2001, interpelle une Québécoise, Dr Claudette Picard, médecin MSF au Libéria, sur les motivations qui l'amènent à partir (et repartir) en mission dans des pays où les conditions matérielles et de sécurité rendent l'exercice de sa profession extrêmement précaire.

À lire : *L'aventure humanitaire* (Découvertes Gallimard, 1994) et *Les causes perdues* (Gallimard, 1999), de Jean-Christophe Rufin, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, médecin (qui a effectué de nombreuses missions pour MSF et en a été le vice-président en 1990), écrivain et lauréat du Prix Goncourt 2001.

PUBLICITÉ

SUR LE CAMPUS

Pierre Faucher

Centraide : campagne record

Le total des dons et recettes d'activités de la campagne 2001-02 s'est élevé à 107 634 \$, ce qui représente la plus grosse somme amassée à l'UQAM lors d'une campagne Centraide. L'ancien «record» de 105 000 \$ avait été atteint lors de la campagne 1993-94. «Ce résultat est d'autant plus impressionnant, de souligner Benoît Corbeil, président de la campagne, quand on sait que le bassin des contributeurs potentiels était de 25 % plus faible en 2001-02 qu'en 1993-94.» De plus, le nombre de personnes qui ont contribué par le biais des retenues sur la paie est passé à 474, soit 36 personnes de plus que l'an dernier. Leur don représente une somme de 102 106 \$. À cette somme se sont ajoutés les profits réalisés lors de la vente des sacs-collations (pommes-fromage) et du petit-déjeuner de lancement, qui ont atteint 5 528 \$. «De tels résultats témoignent d'un bel élan de générosité et de solidarité de l'ensemble de l'UQAM, et de chaque catégorie d'employés. À tous, un grand merci!», de conclure Monsieur Corbeil.

La prévention du suicide

Nous connaissons tous les effarantes statistiques sur le suicide, la cause de décès la plus fréquente chez les hommes de 20 à 39 ans au Québec. L'année dernière, 90 personnes en état d'urgence suicidaire moyenne ou élevée ont fait appel aux bénévoles à l'écoute téléphonique du Centre d'écoute et de référence Halte-Ami de l'UQAM. Et lors d'un sondage mené en 1995 et 1996 auprès de 1 073 étudiants de l'UQAM, 4 % des répondants ont dit avoir déjà tenté de se suicider.

Durant la semaine nationale de prévention du suicide, du 10 au 16 février, le Centre d'écoute sera présent sur la Grande Place du pavillon Judith-Jasmin, afin de présenter son action dans ce domaine. Halte-Ami, présent à l'UQAM depuis 1987, offre un service d'écoute de personne à personne, en réponse à la détresse psychologique sous toutes ses formes. Les bénévoles qui s'y impliquent proviennent en majorité de la communauté universitaire : étudiants, enseignants, et retraités. Le Centre offre aussi un service de référence vers le système de santé, et un ensemble d'activités de prévention psychosociales, qui prennent souvent la forme de ces journées d'information ou semaines thématiques.

Ciné-Club La Bête Lumineuse

Depuis deux ans, le ciné-club *La Bête Lumineuse* offre aux cinéphiles de l'UQAM du cinéma de répertoire en version originale (avec sous-titres français au besoin), présenté gratuitement sur grand écran. Durant la session d'hiver, le ciné-club propose des œuvres qui ont généralement connu beaucoup de succès auprès du grand public. Des œuvres qui n'en ont pas moins marqué l'histoire du genre, sinon de leur art. Qu'on pense à *2001, A Space Odyssey*, de Stanley Kubrick (7 mars), à *Touch of Evil*, d'Orson Welles (28 mars), ou à *L'Empire des sens*, de Nagisa Oshima, (4 avril).

Le 14 février, le ciné-club présente *North by Northwest* (1959), d'Alfred Hitchcock, et le 21 février, *La passion de Jeanne d'Arc* (1928) de Carl Theodor Dreyer. Tous les films seront présentés au DS-R510 à compter de 21h15. On trouvera plus de détails sur le site du ciné-club, au <http://www.unites.uqam.ca/svean/cineclub/>.

Édu-show

Danse, chanson, comédie : une vingtaine d'étudiants des programmes d'éducation préparent un spectacle de

variétés qu'ils présenteront à la salle Medley, rue Saint-Denis. Tous les membres de la communauté sont invités à se procurer des billets au prix de 8 \$, au N-S205, local de l'ADEESE (Association des étudiants-es du secteur de l'éducation de l'UQAM). Les profits seront versés au Club des petits-déjeuners du Québec, qui sert des petits-déjeuners complets aux écoliers de milieux défavorisés.

L'an dernier, la première édition du Édu-show avait rapporté plus de 2000 \$. Et cette année, on pense faire mieux. «En bénéficiant de quelques commandites pour les services techniques, nous espérons récolter 3000 \$ cette année», de souligner Karine Soucy, étudiante à la Faculté d'éducation, et organisatrice du spectacle.

Concours d'affiches en art

Un groupe d'étudiants en design de l'environnement organise un concours d'affiches pour illustrer l'exposition de fin d'année des finissants du programme, qui aura lieu en avril prochain, au Centre de design. Le jury favorisera les projets qui proposent une approche novatrice dans le traitement du support papier, tout en illustrant, et en présentant, le titre de l'exposition, «En projection». L'affiche

primée servira à publiciser l'exposition, et d'autres prix récompenseront des propositions dignes de mention.

Chaque proposition doit être soumise sur papier de format tabloïd (11 X 17) avant le vendredi 1^{er} mars 2002, 18h. Déposer les propositions aux noms de Ernst Perdriel ou Jean-Philippe Beauchamp, au local DE-3550. Pour plus de renseignements, écrire au perdriel.ernst@courrier.uqam.ca

Les femmes et la guerre

Madeleine Gagnon, auteure du livre *Les femmes et la guerre*, prononcera une conférence sur ce même sujet, le mardi 12 février de 12h30 à 14h, au DS-1950.

Une conférence organisée par l'Institut de recherches et d'études féministes, en collaboration avec la Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques, le Département de sociologie et le Département de science politique.

PUBLICITÉ



Un géographe humaniste au Vietnam

Anne-Marie Brunet

Le Québec a une expertise reconnue mondialement en géomatique. Le Département de géographie de l'UQAM a largement contribué à cette notoriété et depuis 1985 plusieurs équipes de recherche en systèmes d'information géographique (SIG) ont été mises en place. L'une des plus grandes réalisations dans ce domaine est très certainement *L'Atlas du Québec*. À l'étranger, des projets ont été également réalisés notamment au Maroc et en Guinée. Le professeur Yann Roche, quant à lui, dirige une recherche ayant pour objet la cartographie ethnique et culturelle des montagnards du Nord du Vietnam.

Une mosaïque culturelle unique au monde

Cette région du Vietnam est particulièrement intéressante pour un géographe, parce qu'elle est très riche tant du point de vue physique que sur le plan humain. La province de Lao Cai où se situe plus spécifiquement l'action de M. Roche, présente un attrait touristique certain, tant par la beauté des paysages que par sa grande variété de groupes ethniques. Minoritaires sur le plan national, ils sont majoritaires dans leur région. Dans la province de Lao Cai, ces groupes se répartissent en fonction de l'altitude, des pentes, de la proximité du Fleuve Rouge et des principales voies de communication. L'organisation géographique des minorités est une donnée essentielle car elle entraîne une relation à l'environnement qui n'est pas la même pour tous. Ces différences créent, par le fait même, des styles de vie très différents, voire opposés. Dans les plaines et les vallées où vivent les Viets, la majorité au pouvoir, la base de l'alimentation est le riz et les habitants aménagent des rizières en terrasses. Les zones montagneuses sont le domaine de la culture sèche itinérante sur brûlis. Ce type de culture pro-



Photo : Guy Tremblay

Membres de l'ethnie Yao, marché de Sa Pa, province de Lao Cai, Nord du Vietnam.

voque un recul important des forêts que le gouvernement socialiste tente de combattre en sédentarisant les minorités et en leur imposant des nouvelles techniques agricoles.

Un défi ambitieux

Les décisions prises par et pour la majorité Viet, sont souvent inadéquates ou tout au moins mal adaptées aux besoins de ces populations. «Une politique de gestion des ressources naturelles s'appuyant sur un SIG, comme c'est de plus en plus le cas au Vietnam, doit intégrer plusieurs variables au système.» Or, si bon nombre de variables physiques sont facilement modélisables, il n'en est pas de

même pour les variables culturelles très difficiles à informatiser mais particulièrement riches d'enseignement. «L'idée à la base de notre projet est d'exploiter les connaissances des indigènes afin de mieux connaître le territoire dans le but ultime de proposer des solutions de développement durable». Par exemple, on peut demander à des chefs de village d'expliquer comment ils se représentent leur territoire ou encore comment ils fonctionnaient avant la dégradation de la forêt. «Mais il n'est pas facile d'en tirer un scénario qui convienne au plus grand nombre et qui fasse consensus».

Pour les chercheurs de l'équipe de M. Roche — trois Vietnamiens et trois étudiants à la maîtrise à l'UQAM — le défi est de taille. «Nous devons user de beaucoup de diplomatie et marchons sans cesse sur des œufs afin de ne pas heurter les pouvoirs en place. Il y a aussi les barrières linguistiques et culturelles.» M. Roche a aussi constaté depuis les quelque huit années qu'il se rend au Vietnam, une dégradation du tissu social. «Les inégalités sont de plus en plus grandes et les Viets repoussent de plus en plus loin les autres ethnies qui sont souvent réduites à la quasi mendicité. C'est très révoltant.» Il y a aussi, continue-t-il, la Doi Moi (équivalent à la perestroïka soviétique) qui n'arrange rien. L'ouverture du pays amène des étrangers qui ne sont pas tous bien intentionnés et qui ont pour seule motivation l'appât du gain.

Dans ce contexte, il ne faut pas s'attendre à des changements à court

terme. Cependant le fait de travailler avec des chercheurs du pays et grâce aux réseaux de contacts mis en place au fil des ans, M. Roche est persuadé que ses recherches vont amener des changements significatifs.

Une grande part de la subvention FCAR — trois tranches de 15 000 \$ — sert à financer les séjours d'une durée moyenne de deux mois des étudiants. «Leurs projets de maîtrise ont un lien avec mes propres travaux», commente M. Roche. «Il

faut une certaine maturité pour entreprendre le voyage au Vietnam. Les conditions de vie ne sont pas faciles et il faut savoir user de diplomatie pour mener à bien les recherches dans un climat souvent difficile.» Ceux qui ont fait l'expérience ont beaucoup appris tant du point de vue académique qu'humain. Deux autres étudiants partiront au Vietnam cet été. Comme eux, lorsqu'il était encore étudiant, Yann Roche a pu partir à Java en Indonésie grâce à la générosité d'un de ses professeurs...

Un nom pour un navire

Saviez-vous que le navire inter-universitaire de recherches océanographiques que possède le consortium formé de l'UQAM, l'UQAR, McGill et Laval sera bientôt opérationnel? Ancienne propriété de la Garde côtière, ce bateau, qui fait 50 m de long, sera la plate-forme de recherche idéale pour étudier l'estuaire et le golfe du Saint-Laurent. Or, le temps est venu de baptiser le navire et pour ce faire, un concours vient d'être lancé. Tous les membres des communautés universitaires faisant partie du consortium sont invités à y participer. Un prix de 500 \$ sera attribué pour le nom choisi,

lequel devra être rassembleur et représentatif du consortium. Pour participer, il suffit d'envoyer votre proposition, ainsi que la justification de ce choix (10 lignes maximum) avec vos coordonnées complètes (nom, prénom, université, département, téléphone, courriel) avant 17 heures, le 28 février prochain.

Courriel : ismer@uqar.qc.ca.

Courrier : Concours «Choix d'un nom pour un navire», ISMER, 310, allée des Ursulines, CP 3300, Rimouski (Québec), G5L 3A1.



Photo : Guy Tremblay

Femme de l'ethnie Hmong au marché de Bac Ha, Province de Lao Cai.

PUBLICITÉ